

## Retraites : la forte mobilisation pousse l'exécutif à dévoiler plus vite sa réforme

Grégoire Poussielgue

@Poussielgue

et Isabelle Ficek

@IsabelleFicek

Le bras de fer est engagé et bien installé. Le premier jour de la grève, jeudi, contre la réforme des retraites a été massivement suivi avec des transports à l'arrêt, surtout en Ile-de-France, et 806,000 manifestants arpentant les rues dans plus de 200 cortèges, selon le ministère de l'Intérieur. Des incidents sont intervenus à Paris, mais les forces de l'ordre ont réussi à les contenir.

L'exécutif fait le dos rond après ce jeudi qui « n'est pas une journée banale », avant de tenter de reprendre l'initiative. Emmanuel Macron est « calme et déterminé », a martelé l'Élysée, où on décrit un président à la fois « attentif aux désagréments subis par les Français », mais aussi « respectueux du droit de grève ».

### Projet « stabilisé »

Néanmoins l'exécutif, accusé d'entretenir le flou sur les paramètres de la réforme, est poussé, jusque dans la majorité, à dévoiler rapidement ses pistes. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire aux Retraites, présentera en début de semaine la synthèse de ses consultations avec les partenaires sociaux. Dans la foulée, Edouard Philippe dévoilera « l'architecture du projet de loi », a indiqué l'Élysée où on promet un projet « stabilisé » à cette échéance. « Tout va se cristalliser entre le début et le milieu de la semaine prochaine », affirme une source officielle. Les poids lourds de la majorité doivent aussi se retrouver lundi à un déjeuner à l'Élysée autour du chef de l'État.

D'ici là, le gouvernement veut assurer qu'il est dans une « logique de dialogue social », martèle Mati-

gnon. Et que cette logique prime sur celle de la rue. « La porte du gouvernement est ouverte. [...] Il y a des marges de négociation avec les organisations syndicales », a souligné, jeudi, à l'issue du Conseil des ministres Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement. Comme l'ensemble du gouvernement, elle a eu un message de respect du droit de grève et des manifestants, les distinguant des casseurs, tout en refusant de juger de l'importance des mobilisations. Elle a aussi assuré avoir entendu les critiques sur le « flou », tout en l'estimant « bien normal [...] puisque les négociations ne sont pas achevées, le projet n'est pas encore présenté ». Pour tenter d'apaiser les inquiétudes et envoyer des signaux tant aux Français qu'aux partenaires sociaux, elle a redit que le système universel prendrait « en compte les situations spécifiques », la « dangerosité des fonctions », les « carrières longues, la pénibilité ».

Alors que l'exécutif surveille comme le lait sur le feu le mouvement dans l'Éducation nationale – « tout l'enjeu, c'est que ce ne soit pas reconductible », redoute un conseiller de l'exécutif –, Sibeth Ndiaye a aussi martelé « l'engagement très fort [...] d'une revalorisation totale des carrières des enseignants ». Plus tôt, le secrétaire d'État Olivier Dussopt avait insisté sur des « dispositions de transition [...] protectrices pour les agents publics ».

Quant à Edouard Philippe, là aussi dans un souci d'apaisement, il a dans l'après-midi, à l'occasion d'un déplacement, « rendu hommage » aux syndicats de ce que « les manifestations se sont bien déroulées à peu près partout en France », malgré des incidents dans quelques villes. Le secrétaire d'État aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari, a assuré pour sa part vouloir poursuivre les discussions tout le week-end avec les syndicats, citant l'Unsa et la CFDT. Pour l'instant, Emmanuel Macron

n'a pas prévu de s'exprimer sur la réforme des retraites. Edouard Philippe est en première ligne après que le chef de l'État lui a confié, la semaine dernière, un « mandat clair » pour mener à bien cette réforme. Mais l'hypothèse d'une expression du président, qui, au cours des dernières semaines, est déjà revenu à plusieurs reprises sur

« La porte du gouvernement est ouverte. »

SIBETH NDIAYE

Porte-parole du gouvernement

cette réforme emblématique de la seconde partie de son quinquennat, n'est pas exclue.

L'Élysée attend notamment de voir l'évolution du mouvement au cours des prochains jours. Dans les transports, à la RATP comme à la SNCF, le mouvement a été reconduit jusqu'à au moins lundi. Depuis Marseille, Jean-Luc Mélenchon, qui depuis le début du quinquennat cherche sa revanche, s'est félicité d'entrer « dans un moment dense d'action et de lutte », se disant « très optimiste » face à ce « bras de fer qui commence ».

# La France reste championne de la pression fiscale

## FISCALITÉ

**En 2018, la France a affiché un taux de prélèvements de 46 %, stable par rapport à 2017.**

Ingrid Feuerstein  
@In\_Feuerstein

Les baisses d'impôt annoncées par le gouvernement n'ont pas eu d'effet : la France reste la championne des prélèvements obligatoires. En 2018, l'Hexagone a conservé la première place du podium parmi les pays développés, montre l'étude annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiée jeudi. Il affiche un taux de prélèvements de 46 %, stable par rapport à 2017. Ce qui le place, pour la deuxième année d'affilée, devant le Danemark et la Belgique.

Première année du quinquennat Macron, l'année 2018 a été marquée par d'importantes réductions d'impôts, parmi lesquelles la réforme de l'ISF, de la fiscalité des revenus du capital, des cotisations salariales dans le privé, et par la première diminution de taxe d'habitation. Les baisses ont été au moins en partie compensées par des hausses (CSG des retraités, fiscalité énergétique), et la réduction des cotisations n'est intervenue que de façon différée. En plus de ce jeu de vases communicants, les recettes fiscales ont été dynamiques, un effet qui joue à la hausse sur le taux de prélèvements obligatoires.

### Un choix politique

Ce chiffre reflète une stabilisation de la pression fiscale, après des années de forte hausse au début de la décennie. D'autres pays ont fait des réformes plus drastiques, qui ont clairement permis d'inverser la vapeur. C'est le cas des Etats-Unis, où la réforme fiscale de Donald Trump a diminué la pression fiscale d'un ampleur de 2,5 points de PIB.

Historiquement, la France s'est toujours située parmi les pays où la pression fiscale est la plus élevée. Elle détenait déjà le record mondial dans les années 1960, avant d'être dépassée par les pays scandinaves jusque dans les années 2010, où la France a repris la tête du classement. C'est lié à un choix politique fondé sur des impôts élevés, mais une dépense publique qui l'est aussi. Comparé aux autres pays développés, l'Hexagone se distingue par un poids des charges sociales, notamment patronales, particulièrement élevé, tandis que les recettes de l'impôt sur les sociétés y sont proportionnellement plus faibles.

## La réforme fiscale de Donald Trump a diminué la pression fiscale américaine de 2,5 points de PIB.

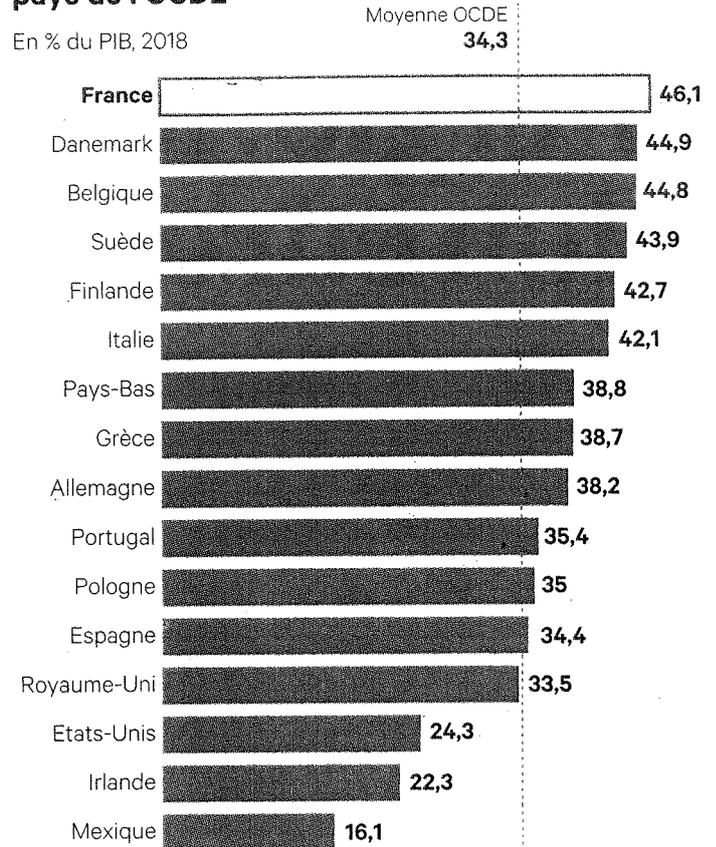
Si le taux de prélèvements obligatoires fait l'objet de nombreuses comparaisons internationales, cet indicateur est à manier avec précaution. Une augmentation de ce taux peut refléter aussi bien une hausse des impôts que des rentrées fiscales dynamiques. Les comparaisons entre pays peuvent masquer des subtilités statistiques, comme dans la prise en compte des retraites complémentaires, qui n'est pas uniforme selon les pays.

Sur l'ensemble du quinquennat, le gouvernement français table sur une baisse du taux de prélèvements obligatoires mesuré par l'Insee (avec une méthodologie légèrement différente) de près de 1,5 point de PIB grâce notamment à la suppression de la taxe d'habitation, à la baisse de l'impôt sur le revenu et à celle du taux d'impôt sur les sociétés.



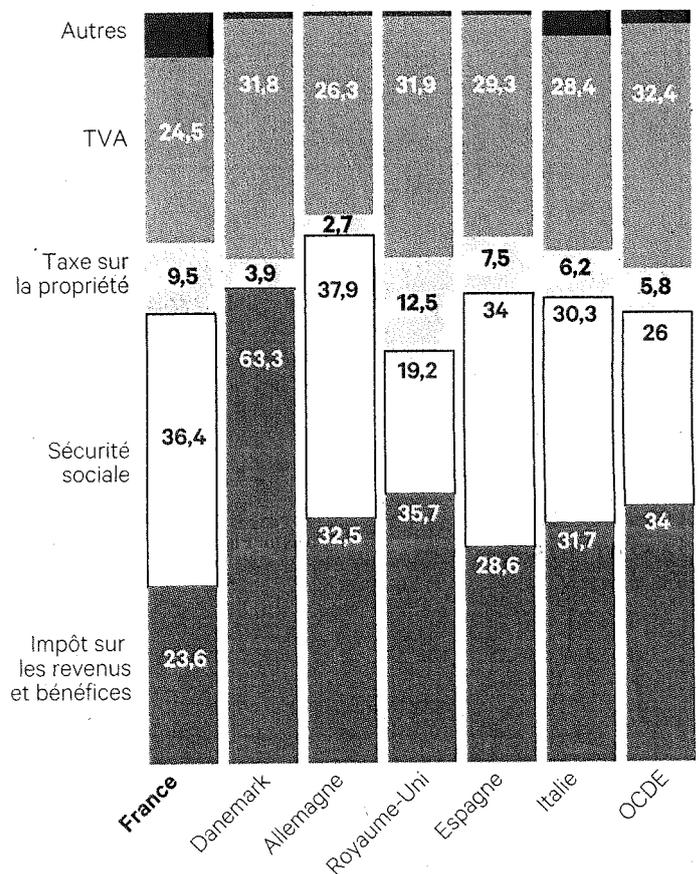
L'Éditorial d'Etienne Lefebvre  
sur lesechos.fr/

## La pression fiscale dans les principaux pays de l'OCDE



## Structure des impôts

En % des recettes, 2017



\* LES ÉCHOS / SOURCE : OCDE

# SMIC : vers une revalorisation à minima au 1<sup>er</sup> janvier 2020

**Le groupe d'experts chargés d'éclairer le gouvernement estime que la France ne peut pas se permettre un coup de pouce au SMIC.**

**Alain Ruello**  
@AlainRuello

Les 50 ans du SMIC l'année prochaine s'annoncent comme un anniversaire sans cadeau. Dans son traditionnel rapport de fin d'année auquel « Les Echos » ont eu accès, le groupe d'experts chargés d'orienter le gouvernement ne recommande pas de coup de pouce au salaire minimum le 1<sup>er</sup> janvier prochain. La préconisation ayant de très bonnes chances d'être retenue, le salaire minimum sera revalorisé en application de la seule formule légale, comme c'est le cas depuis des années, à l'exception d'un petit geste dans la foulée de l'élection de François Hollande. Pour mémoire, il se situe à 10,03 euros brut de l'heure ou 1.521,22 euros brut par mois à temps plein.

Pour appuyer son avis, que certains syndicats ou partis politiques risquent d'accueillir fraîchement (le PCF réclame +10%), le groupe d'experts, présidé par Gilbert Cette, professeur d'économie associé à l'université d'Aix-Marseille, se base sur l'état mi-figue mi-raisin de l'économie. D'un côté, une activité qui se tient, malgré le ralentissement de la conjoncture internationale. La croissance du PIB est attendue à 1,3% cette année, selon l'Insee : pas flamboyant, mais suffisant pour con-

**Il s'agit, notamment, de donner une responsabilité « accrue » aux pouvoirs publics pour « mieux articuler » les évolutions du salaire minimum avec les dispositifs de lutte en faveur des travailleurs pauvres, compte tenu en particulier de la réflexion sur l'unification des minima sociaux. Le gouvernement ayant fermé la porte il y a deux ans, la suggestion a peu de chances d'aboutir, qui plus est dans le contexte social actuel.**

tinuer à créer beaucoup d'emplois (plus de 215.000 attendus cette année).

D'un autre côté, le chômage ne décroît que lentement. Le taux de chômage est attendu à 8,3% à la fin de 2019 et demeure parmi les plus hauts de la zone euro. Au point que la France fait encore partie des « rares pays développés souffrant d'un chômage massif », pointe le rapport. Au sein des pays développés, seules l'Espagne, la Grèce, l'Italie ou la Turquie font moins bien.

Autre facteur de fragilité : la situation financière des entreprises, mesurée par leur taux de marge. Il s'est amélioré depuis son point bas de 2013, passant de 29,7% à 33,1% au deuxième trimestre 2019, mais sans avoir retrouvé son point haut d'avant la crise financière (33,3% en 2007).

Le retour à meilleure fortune est patent et les politiques de l'offre, pacte de responsabilité et crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en tête, y sont pour beaucoup. Mais pas au point que le made in France regagne ses parts de marché. La faute à un déficit de compétitivité encore trop important, « comme en témoigne un solde commercial (biens et services) continuellement négatif depuis 2005 », pointent les experts.

## Autres voies à trouver

Qui plus est, avec la bascule du CICE en baisse de charges, les politiques d'allègements des cotisations employeurs au niveau du SMIC ont « sans doute » atteint leurs limites en 2019. « D'autres voies » sont donc à trouver pour continuer à modérer le coût du travail peu qualifié, estiment les experts.

Toutes ces raisons, auxquelles s'ajoutent les incertitudes sur l'économie mondiale, les amènent à ne pas conseiller de coup de pouce au salaire minimum. Ils sont d'autant plus réservés qu'une revalorisation individuelle de la prime d'activité s'avère bien plus efficace pour aider les travailleurs pauvres, estiment-ils. C'est d'ailleurs la voie choisie par le gouvernement actuel.

De nombreuses études montrent qu'une hausse du salaire minimum ne nuit pas à l'emploi, mais elles ne les ont pas fait changer d'avis : trop centrées sur les Etats-Unis, elles ne sont pas transposables en France, plaident-ils. En tout cas pas tant que le taux de chômage n'aura pas dégonflé durablement. ■

# 8,3 %

**LE TAUX DE CHÔMAGE** attendu en France à la fin de 2019. Il demeure parmi les plus hauts de la zone euro.

## Nouvel appel à modifier la formule

**Comme dans leurs précédents rapports, les experts estiment nécessaire de revoir la formule de revalorisation automatique du SMIC.**